

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERS COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de la Justice
Secrétariat Général
Délégation interrégionale Sud-Ouest
Département Immobilier de Bordeaux

A la suite de la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » par le ministère le 1er juin 2023, les acheteurs sont appelés à **insérer le logo suivant** dans leurs contrats et autres communications mentionnant le dispositif.



Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Chef du département immobilier, Patrice BERNOUIN ou son Adjoint, Félix MOUROT
13 rue Letellier, CS 92100, 33072 BORDEAUX Cédex
di.dir-sg-sud-ouest@justice.gouv.fr

Objet du marché

Marchés de travaux relatifs à l'opération d'extension et de restructuration de la Direction
Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Ouest

Le présent document comporte 47 pages et 0 annexe(s)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	5
ARTICLE 2. INTERVENANTS ET FORME DES NOTIFICATIONS	6
2.1 LES PARTIES	6
2.2 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR – LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	6
2.3 MAITRISE D'ŒUVRE	7
2.4 ORDONNANCEMENT, COORDINATION ET PILOTAGE DU CHANTIER (OPC)	7
2.5 CONTROLE TECHNIQUE.....	8
2.6 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (SPS) ..	8
2.7 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	9
2.8 AUTRES INTERVENANTS.....	9
2.9 NOTIFICATIONS PAR ECHANGES DEMATERIALISES OU SUR SUPPORTS ELECTRONIQUES	10
2.10 CONTROLE DES COUTS DE REVIENT	10
2.11 DISPOSITIONS GENERALES.....	11
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	16
ARTICLE 4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	17
4.1 TRANCHES OPTIONNELLES	17
4.2 CONTENU DU PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	17
4.3 VARIATION DANS LES PRIX	19
4.4 MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT	21
4.5 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	22
ARTICLE 5. DELAI DE REALISATION – PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	23
5.1 DELAI D'EXECUTION	23
5.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS	23
5.3 PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION – PRIMES D'AVANCE	23
5.4 AUTRES PENALITES	24
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	27
6.1 RETENUES DE GARANTIE	27
6.2 AVANCES.....	27
ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	29
7.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	29
7.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	29
7.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	29
7.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	29
ARTICLE 8. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	30
8.1 DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCER LES TRAVAUX.....	30

8.2	AUTORISATIONS D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR)	30
8.3	REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX	30
8.4	PIQUETAGE GENERAL	30
8.5	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	30
ARTICLE 9. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX		31
9.1	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	31
9.2	ÉTUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	32
9.3	ÉCHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - PROCES-VERBAL D'AGREMENT.....	32
9.4	INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	32
9.5	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE.....	35
9.6	REGISTRE DE CHANTIER.....	35
ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....		36
10.1	VERIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	36
10.2	RECEPTION	36
10.3	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE.....	37
10.4	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	37
10.5	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	37
10.6	DELAI DE GARANTIE.....	37
10.7	GARANTIE PARTICULIERES	37
ARTICLE 11. RESILIATIONS.....		38
ARTICLE 12. CLAUSES SOCIALES D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI		39
12.1	PUBLICS VISES ET VOLUME HORAIRE D'INSERTION A REALISER.....	40
12.2	LE NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER	41
12.3	LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION	42
12.4	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES	42
12.5	GLOBALISATION DES HEURES D'INSERTION	43
12.6	LES MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION	43
12.7	DIFFICULTES ECONOMIQUES DE L'ATTRIBUTAIRE	44
12.8	PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION	44
12.9	CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES FOURNIES AU TITULAIRE.....	45
ARTICLE 13. PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »		46
ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		47

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERS COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « **Maître d'ouvrage** » ou « **RPA** ».*

*Dans **tout** ce document, le code de la **commande publique** est désigné par l'abréviation **CCP**.*

*Par abus de langage dans le présent document, il peut être écrit CCAG pour **Cahiers des Clauses Administratives Générales Travaux**.*

ARTICLE 1. Objet et dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La présente consultation s'inscrit dans le cadre des travaux relatifs à l'extension et à la restructuration du site de la DIRPJJ Sud-Ouest.

Les travaux auront ainsi pour objectif d'aménager le bâtiment principal, ainsi que d'agrandir en rez-de-chaussée un bâtiment existant, qui accueillera le service RH et de créer un nouveau bâtiment, qui accueillera le service DME. L'opération visera également à réaménager les espaces extérieurs.

L'ensemble des bâtiments seront classés en activité bureau (Code du travail).

L'adresse du lieu d'exécution des prestations est la suivante :

8 rue Poitevin
33000 Bordeaux

1.2 Décomposition en tranches et en lots

1.2.1 Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 11 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot n°01	Voiries et Réseaux Divers
Lot n°02	Gros Œuvre / Charpente métallique / Démolitions / ITE
Lot n°03	Charpente bois / Bardage bois / Couverture tuiles / Etanchéité / Zinguerie
Lot n°04	Menuiseries aluminium
Lot n°05	Menuiserie bois
Lot n°06	Serrurerie
Lot n°07	Plâtrerie / Faux plafonds
Lot n°08	Revêtement de sols
Lot n°09	Peinture
Lot n°10	Electricité
Lot n°11	Plomberie Chauffage Ventilation Sanitaires

1.2.2 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE 2. Intervenants et forme des notifications

2.1 Les parties

Le marché est conclu entre :

- **L'acheteur** : le ministère de la justice, dénommé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur » dans le présent CCAP ;
- Et **le titulaire** du marché désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « le candidat » dans le présent CCAP.

2.2 Représentation de l'acheteur – La maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Monsieur le chef du département immobilier de Bordeaux (DI Bordeaux), et en cas d'empêchement, par subdélégation, par monsieur l'adjoint au chef du DI Bordeaux.

M. Le chef de département immobilier de Bordeaux

M. Patrice BERNOUIN

@ di.dir-sg-sud-ouest@justice.gouv.fr

ou

M. l'adjoint au chef du département immobilier de Bordeaux

M. Félix MOUROT

@ felix.mourot@justice.gouv.fr

Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le **département immobilier (DI) de Bordeaux**.

Par le conducteur d'opération :

Mme. Nora HIEULLE, mail : nora.hieulle@justice.gouv.fr

2.3 Maîtrise d'œuvre

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par :

Frédéric LAFFITTE

141 avenue Montaigne

33120 SAINT MEDARD EN JALLES

Il est chargé d'une mission comprenant :

En mission de base	
APS	Les études d'avant-projet sommaires
APD	Les études d'avant-projet définitif
PRO/DCE	Les études de projet et l'élaboration du dossier de consultation des entreprises
ACT	L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux	
VISA	La vérification des documents que les entreprises ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivrer son visa.
DET	La direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux
En mission complémentaire	
OPC	L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier
DIAG	Les études de diagnostics

Elle intègre également les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens de la loi n°75.633 du 15 juillet 1975, modifiée et des textes d'application.

La mission inclut aussi l'établissement des dossiers nécessaires à l'instruction de la demande des permis de construire et autres autorisations administratives.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

2.4 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission est assurée par le **maître d'œuvre** désigné à l'article 2.3.

2.5 Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par :

APAVE SUDEUROPE – Agence d'Artigues

Avenue Gay Lussac – 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Coordonnées de la personne chargée de l'affaire :

M. Mathieu DANE, mail : mathieu.dane@apave.com

Il est désigné dans le présent marché sous le nom de "**contrôleur technique**".

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

Mission L	A la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
Mission S	A la sécurité des personnes dans les constructions
Mission Th	A l'isolation thermique et aux économies d'énergie
Mission Hand	A l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Mission LE	A la solidité de l'existant
Mission F	Au fonctionnement des installations
Mission P1	A la solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
Mission PH	A l'isolation acoustique des bâtiments
Mission Av	A la stabilité des avoisinant

Ces missions sont à réaliser en totalité tels que décrites, pour chacune d'entre elles, dans l'annexe au Décret n°99-443 du 28 mai 1999.

2.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

ELYFEC – Agence de Bordeaux

32 Allée de Boutaut

CS 80112 – 33070 Bordeaux Cédex

Coordonnées de la personne chargée de l'affaire :

M. Patrice APRELON, mail : patrice.aprelon@elyfec.fr

Il est désigné dans le présent marché sous le nom de "**coordonnateur SPS**".

2.7 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial - formulaire DC4 ou équivalent (formulaire téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

Seule la sous-traitance de rang 1 est autorisée.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance évoqué supra qui devra comporter à minima les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée
- Le nom
- La raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial.

2.8 Autres intervenants

2.8.1 Facilitateur pour l'exécution des clauses d'insertions sociales

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur s'appuie sur le dispositif d'accompagnement mis en place par la **maison de l'emploi ; de l'insertion économique et de l'entreprise de Bordeaux**.

Dans ce cadre, le **facilitateur des clauses d'insertions sociales** se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

La **Maison de l'emploi, de l'insertion économique et de l'entreprise de Bordeaux** :

Immeuble Arc-en-ciel
127 Avenue Emile Counord
33000 Bordeaux

Le **facilitateur des clauses d'insertions sociales** :

Madame Jessica MARCELINE
05 57 78 17 88
j.marceline@maison-emploi-bordeaux.fr

2.8.2 Groupement d'entreprise titulaire

Si le titulaire est un groupement d'entreprise, le groupement est conjoint, avec solidarité du mandataire, étant précisé que le mandataire est l'entreprise supportant la part de travaux la plus importante.

Chaque prestataire membre du groupement n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG-Travaux concernant la co-traitance au sein du groupement.

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

2.9 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

A. Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

B. Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

C. En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

2.10 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

2.11 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

2.11.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants de rang 1, toute sous-traitance de rang supérieur n'étant pas autorisée par le RPA, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

2.11.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

2.11.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°du ayant pour objet
.....
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

2.11.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A. Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B. Document à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

C. Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 5.4.6.

2.11.3 Responsabilités et Assurance

2.11.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

2.11.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000,00 € par sinistre.

2.11.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

2.11.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier de l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fournissent une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

2.11.4 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

2.11.5 Clauses sociales et environnementales

2.11.5.1 Clauses sociales pour le/les lot(s) concerné(s)

Les conditions d'exécution des lot(s) concerné(s) n° 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10 et 11 par cette clause comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 infra qui fait l'objet de l'article 5 dans l'acte d'engagement.

2.11.5.2 Clauses environnementales

Cette clause est applicable à l'ensemble des lots.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Tri des déchets

Chaque titulaire d'un lot assurera le tri et l'évacuation de ses déchets. Il fournira chaque semaine les bordereaux quantifiés des déchets évacués vers les centres de tri.

L'entreprise de travaux décrira l'organisation prévue du stockage des déchets sur le chantier et définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets le concernant.

Le titulaire du lot n°02 assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots. Il coordonne la mise à disposition des bennes de stockage (ou autres dispositifs) et leur rotation.

Le titulaire du lot n°02 décrira l'organisation prévue du stockage des déchets sur le chantier et définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets. Le type et la taille des différents contenants seront déterminés en fonction des gisements identifiés dans le diagnostic déchets de manière à trier les déchets à la source mais aussi en fonction des cahiers des charges des filières de valorisation. L'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Coordinateur Sécurité Protection Santé.

L'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Coordinateur Sécurité Protection Santé.

Une valorisation de 70% des déchets est exigée, conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

2.11.6 Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particuliers Commun à Tous les Lots (CCAP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- **Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG)** applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Communes et Particulières (CCTC et CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- **L'ensemble des pièces techniques mentionnées dans le DCE** dont les pièces graphiques architectes et techniques ;
- **Le calendrier détaillé d'exécution** visé à l'article 5.1.2 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- **Le rapport initial de contrôle technique (RICT) ;**
- **Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;**
- **Le mémoire technique de l'entreprise** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- **La décomposition du prix global forfaitaire.**

ARTICLE 4. Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation dans les prix – Règlement des comptes

4.1 Tranches optionnelles

Sans objet.

4.2 Contenu du prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

4.2.1 Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché

- En tenant compte de l'ensemble des documents techniques ;
- En tenant compte des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci-dessus ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier selon les stipulations du CCTP et du PGCSPPS, si de telles dépenses sont prévues au 4.2.8 ci-après ;
- En tenant compte des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- En tenant des observations contenues dans le RICT ;
- En tenant compte des contraintes des sites, des contraintes de sécurité et de maintien en fonctionnement des bâtiments ;

4.2.2 Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 9.4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

4.2.3 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

4.2.4 Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 et 13.2 du CCAG.
- **La révision des prix se fera en une unique fois, en fin de marché, à l'occasion du DGD.**

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG, le titulaire notifie son projet de décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de levée des réserves.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le

représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4.2.5 Modalités de transmission et de paiement

4.2.5.1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte" du titulaire.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Les factures sont transmises au MOe entre le 25 et le 31 du mois.

Facturation sous forme électronique

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFDJUS033

Un synoptique détaillant le parcours de la facture depuis sa transmission par le fournisseur au paiement par le comptable sera transmis pendant la période de préparation, il permet notamment d'identifier le cadre de transmission en fonction de la place du fournisseur dans le projet (sous-traitant, cotraitant, titulaire, MOe). **L'onglet facture de travaux est à utiliser impérativement.**

4.2.5.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours. Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40,00€.

4.2.6 Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

4.2.7 Répartition des dépenses communes de chantier

L'article 31 du CCAG s'applique.

Les clauses du CCTP et du PGC précisent les modalités financières de répartition des dépenses communes du chantier être les différents titulaires.

4.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1 Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4.3.3 et 4.3.4.

4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

4.3.3 Choix des index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet des différents **lots** sont les suivants :

Lot n°	Index	Description du lot	Appliqué
1	BT02	Voiries et Réseaux Divers	A tous les prix
2	BT06	Gros Œuvre / Charpente métallique / Démolitions / ITE	A tous les prix
3	BT16B	Charpente bois / Bardage bois / Couverture tuiles / Etanchéité / Zinguerie	A tous les prix
4	BT43	Menuiseries aluminium	A tous les prix
5	BT18A	Menuiserie bois	A tous les prix
6	BT42	Serrurerie	A tous les prix
7	BT08	Plâtrerie / Faux plafonds	A tous les prix
8	BT10	Revêtement de sols	A tous les prix
9	BT44	Peinture	A tous les prix
10	BT47	Electricité	A tous les prix
11	BT40	Plomberie Chauffage Ventilation Sanitaires	A tous les prix

► Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Par dérogation aux articles 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

4.3.4 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables par application de la formule suivante représentative de l'évolution du coût des prestations explicitées au sein des CCTP :

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 * (I_{n-3}/I_{0-3}) \quad \text{Avec :}$$

I_{0-3}	= Valeur de l'index de référence <i>I</i> prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois
I_{n-3}	= Valeur de l'index de référence <i>I</i> prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Les calculs sont effectués au millième.

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la troisième décimale est inchangée.
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

En dérogation à l'article 12.2 du CCAG travaux, le calcul de la révision des prix sera effectué en fin de marché à savoir lors de l'établissement du projet de décompte final.

La périodicité de calcul des révisions est l'état d'acompte

4.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA ;

Dans le cadre de la liquidation de la TVA.

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

4.4 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A13). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 13.5.1 du CCAG Marchés de travaux, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOe ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4.2.6.2 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord,

total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4.5 Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 5. Délai de réalisation – Pénalités, Primes et Retenues

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

5.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 5.1.2 ci-après.

5.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au DCE.

5.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

- A.** Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation des titulaires des différents lots.
- B.** Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots, la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier. Après proposition par le titulaire pendant la période de préparation du marché, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation de l'acheteur public dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 9.1 ci-après.
- C.** Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 46.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution particuliers à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- D.** Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- E.** Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires, ou co-signé sur site par toutes les entreprises en présence.

5.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

5.3 Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

5.3.1 Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux **5-1.2 A** et **B** ci-dessus.

A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière de 100 €.

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque titulaire sur le chantier.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue journalière de 100 €.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- Le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

5.3.2 Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

5.3.3 Primes d'avance

Sans objet.

5.4 Autres pénalités

Les dispositions des articles 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 5.4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

Les pénalités sont applicables pour non-respect des clauses contractuelles du marché, et notamment pour non-respect des ordres de service.

5.4.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100,00 €HT.

Si les titulaires des différents lots ont mis en place une organisation commune des installations de chantier et qu'ils ont informé le maître d'œuvre de cette organisation, la pénalité n'est appliquée qu'au titulaire du lot responsable de la gestion des installations de chantier.

5.4.2 Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 10.5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €HT.

5.4.3 Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 9.1 ci-après, notamment pour la remise des documents prévus dans ce même article, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €HT.

5.4.4 Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 €HT.

5.4.5 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 90,00 €HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 90,00 €HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

5.4.6 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500,00 €HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

5.4.7 Pénalités pour non-levées de réserves suite à la réception

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue journalière de 100,00 €HT pour non levées des réserves au-delà de la date indiquée sur le procès-verbal de réception.

Les DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) devront également être remis au plus tard à la date indiquée sur le PV de réception. A défaut, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100,00 €HT.

5.4.8 Pénalités pour non-respect des demandes du CSPS

En cas de non-respect des exigences, demandes, convocations et consignes du CSPS décrites au présent CCAP, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière fixée à 300,00 €HT.

En cas d'absence de l'entreprise au rendez-vous programmé d'inspection commune et non-respect du délai de prévenance, le titulaire encourt une pénalité de 200,00 €HT.

5.4.9 Pénalités pour non-respect des demandes du CSPS

En cas de non-respect des exigences, demandes, convocations et consignes du CSPS décrites au présent CCAP, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière fixée à 300,00 €HT.

En cas d'absence de l'entreprise au rendez-vous programmé d'inspection commune et non-respect du délai de prévenance, le titulaire encourt une pénalité de 200,00 €HT.

5.4.10 Autres pénalités diverses

Clauses environnementales :

Après un premier avertissement, tout manquement aux clauses environnementales constaté par la MOE ou le MOA fera l'objet d'une pénalité journalière définie selon la typologie du manquement :

Dépôt de déchets dans une benne non appropriée	300€ HT/infraction
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	1000€ HT/infraction
Rejets de polluants dans l'eau et le sol	1000€ HT/infraction
Absence de bordereau de déchets (y compris désamiantage)	50€HT/infraction
Nettoyage non effectuée par l'entreprise sur sa zone travaux en fin de journée	30€ HT/entreprise/jours
Utilisation de matériel non conforme (eau et énergie)	200€HT/infraction

Autres :

En cas de sous-traitance et de manquement aux obligations du sous-traitant, les pénalités objet de l'article 5.4 sont également applicables et seront imputés au titulaire du marché.

ARTICLE 6. Clauses de financement et de sûreté

6.1 Retenues de garantie

Une retenue de garantie de 5% est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Pour les marchés publics conclus par l'État et une **petite et moyenne entreprise (PME)** mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution, c'est-à-dire à la fin de la période de parfait achèvement (fin de la GPA).

6.2 Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois, ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé pour l'ensemble des lots à 5 % du montant initial TTC du lot.

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30 %. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la notification de l'OS de démarrage.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues au titulaire, intervient selon les règles ci-dessous :

- Pour une avance de 30% : le remboursement intervient lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 50% du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% ;
- Pour une avance de 5% : le remboursement intervient lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65% du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7. Provenance, Qualité, Contrôle et Prise en charge des matériaux et produits

7.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

7.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

7.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

7.3.1 Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

7.3.2 Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

7.4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 8. Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

8.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet.

8.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ». Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

Les entrepreneurs concernés prendront les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterraines et aériens de toute nature. Ils devront prévenir, quinze jours au moins à l'avance, les différents services ou compagnies intéressés du commencement de ces travaux afin de prendre les mesures en conséquence.

8.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations concernant l'implantation des réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

8.4 Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire du lot n°01 (pour les espaces extérieurs et réseaux) et du lot n°02 (pour les constructions) contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages.

8.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par les titulaires des lots concernés contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants de l'ensemble des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 9. Préparation, Coordination et Exécution des travaux

9.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG, la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- **Par les soins du maître d'œuvre :**
 - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 5.1.2 ci-dessus en concertation avec les titulaires ;
 - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les titulaires ;
- **Par les soins des titulaires :**
 - Établissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre, du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, établissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- **Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;**
- **Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;**
 - Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 21 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
 - Pour tous les lots, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre indispensables au début des travaux.

9.2 Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Elles comprennent notamment les plans d'exécution, les notes de calculs, les études de détail, et les plans de synthèse intégrant les contraintes des autres corps d'état. Les plans de synthèse devront notamment faire apparaître, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires papier et un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

9.3 Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9.4.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations à mettre en place sont précisées au CCTP.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

9.4.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C. Moyens donnés au coordonnateur SPS**1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA)
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SP
- A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D. Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4ème partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

9.4.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier dans les zones intéressant le public est réalisée sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, par le lot 2.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

9.4.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

9.4.6 Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

9.4.7 Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

9.4.8 Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4.9 Dégradations des ouvrages existants ou des prestations effectuées par les autres lots

En cas de dégradation des ouvrages existants ou des prestations effectuées par les lots objet du présent marché, le titulaire se verra dans l'obligation de remettre en état à ses frais les ouvrages identifiés dégradés par la MOE, selon les modalités suivantes :

- Quand l'entreprise ayant dégradé l'ouvrage est non identifiable : la réparation sera imputable aux entreprises présentes sur site lors du constat de la dégradation (selon planning OPC), proportionnellement à leur marché via un compte inter-entreprises
- Quand l'entreprise responsable est identifiée : la réparation se fera aux frais de l'entreprise ayant dégradé l'ouvrage.

En cas de dégradation d'ouvrage existant ou réalisé pendant les travaux, si aucune entreprise ne procède à la réparation des ouvrages dégradés dans les délais imposés par la MOE, la MOA se réserve la possibilité de recourir à une entreprise tierce pour réparer l'ouvrage, au frais de l'entreprise responsable ou aux entreprises présentes sur site lors du constat de la dégradation, proportionnellement aux montants de leurs marchés.

9.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

9.6 Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 10. Contrôles et Réceptions des travaux

10.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.2 Réception

10.2.1 Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG,

- La mise à disposition d'une phase après travaux fera l'objet d'un constat par la MOE avec chaque lot, avant mise à disposition de la zone aux entreprises pour la base vie. Les OPR et la réception seront réalisées à l'issue du chantier global, c'est-à-dire après achèvement de la dernière phase ;
- La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- La réception s'organisera en lien avec les entreprises de maintenance du site ;

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

10.2.2 Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables.

10.5 Documents fournis après exécution

Hors prescriptions particulières indiquées au CCTP, le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. **Leurs noms devront être suffisamment explicites.**

10.6 Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.7 Garantie particulières

Sans objet.

ARTICLE 11. Résiliations

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 2.9. ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12. Clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Dans le cadre de l'exécution des travaux et sur la durée d'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion précisé dans le présent CCAP, au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Cette clause est applicable aux lots suivants qui composent le présent marché :

Désignation des lots	
Lot n°01	Voiries et Réseaux Divers
Lot n°02	Gros Œuvre / Charpente métallique / Démolitions / ITE
Lot n°03	Charpente bois / Bardage bois / Couverture tuiles / Etanchéité / Zinguerie
Lot n°04	Menuiseries aluminium
Lot n°05	Menuiserie bois
Lot n°07	Plâtrerie / Faux plafonds
Lot n°08	Revêtement de sols
Lot n°09	Peinture
Lot n°10	Electricité
Lot n°11	Plomberie Chauffage Ventilation Sanitaires

Chaque entreprise qui se verra attribuer un lot du présent marché, quelle qu'elle soit, devra réaliser pour l'exécution de son offre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le CCAP précise à cet égard les différentes modalités de mise en œuvre de cette action d'insertion, ainsi que le nombre d'heures minimales pour chaque lot. Elles seront arrêtées de façon définitive avec l'entreprise titulaire lors des réunions préparatoires au démarrage du marché.

Ces heures pourront être réalisées par l'entreprise attributaire et/ou par son (ou ses) sous-traitants ou co-traitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité. Toutefois, afin de préserver la viabilité de la démarche, cette disposition ne pourra s'appliquer si la répartition ainsi effectuée aboutit à fixer un objectif d'insertion inférieur à 35 heures.

12.1 Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

12.1.1 Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat

- A.** Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- B.** Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- C.** Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- D.** Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- E.** Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- F.** Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

12.1.2 Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- A.** Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- B.** Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- C.** Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- D.** Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- E.** Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi ;

- Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

F. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

G. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

H. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

I. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

J. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi.

12.2 Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail sera précisé par le facilitateur indiqué à l'article 11-4 et sera obligatoirement réservé aux publics visés au 11-1. N°

Le nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser est réparti comme suit :

Lot n°	Désignation	Nombres d'heures d'insertion à réaliser
1	Voiries et Réseaux Divers	70
2	Gros Œuvre / Charpente métallique / Démolitions / ITE	210
3	Charpente bois / Bardage bois / Couverture tuiles / Etanchéité / Zinguerie	70
4	Menuiseries aluminium	70
5	Menuiserie bois	35
6	Serrurerie	0
7	Plâtrerie / Faux plafonds	70
8	Revêtement de sols	35
9	Peinture	35
10	Electricité	70
11	Plomberie Chauffage Ventilation Sanitaires	140
TOTAL		805

Le manquement des obligations entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5.4.5 et 12.6 du présent CCAP.

12.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- **2ème modalité** : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :
 - D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire sous conditions précisées par l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)
 - D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
 - D'une association intermédiaire
- **3ème modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

12.4 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par **le Facilitateur** :

Maison de l'emploi, de l'insertion économique et de l'entreprise de Bordeaux :

Immeuble Arc-en-ciel
127 Avenue Emile Counord
33000 Bordeaux

Contact :

Madame Jessica MARCELINE
05 57 78 17 88
j.marceline@maison-emploi-bordeaux.fr

Dans ce cadre le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale :
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)

- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Mettre en œuvre des actions de formation (préqualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises

12.5 Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés pour un même acheteur.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. La demande peut être déclarée recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et qu'elle recueille l'accord de l'acheteur.

12.6 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

12.7 Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

12.8 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	90€ HT par heure d'insertion non réalisé
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	90€ HT par absence injustifiée
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	90€ HT par jours de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 20 du CCAG. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

12.9 Confidentialité des données personnelles fournies au titulaire

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Informer toute personne, dont il oriente la candidature au dispositif d'accompagnement du Conseil Départemental, de son positionnement sur le dispositif et du traitement informatisé de ses données.

Les informations personnelles recueillies dans ce cadre sont conservées quatre (4) ans après la clôture du dossier administratif ou selon les règles FSE de conservation des documents soit 10 ans après la clôture de l'opération concernée, et jusqu'au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes. Elles sont ensuite traitées conformément aux prescriptions des Archives Départementales dans le respect du code du patrimoine.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les bénéficiaires peuvent accéder aux données les concernant, les rectifier et exercer leur droit à la limitation du traitement de ces données.

ARTICLE 13. Promotion de la charte « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- A s'intéresser au parcours national des achats responsables
- A construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées
- Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement
- A s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »
- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR)
- Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.cna-asso.fr/rfar/la-charte>

ARTICLE 14. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

A. CCAG

CCAP 2.9	Déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 2.12.3.4	Déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 3	Déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4.2.3	Déroge à l'article	15.4.3 du CCAG
CCAP 4.2.5	Déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 4.3.3	Déroge aux articles	13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 4.3.4	Déroge à l'article	13.2 du CCAG
CCAP 4.5	Déroge à l'article	15.4.3 du CCAG
CCAP 5.	Déroge à l'article	20.4 du CCAG
CCAP 5.3.1	Déroge à l'article	20.1 du CCAG
CCAP 9.1	Déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 9.2	Déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 10.1	Déroge aux articles	24.7 et 38 du CCAG
CCAP 10.2.1	Déroge aux articles	41.1 à 41.3 du CCAG
CCAP 10.2.1	Déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10.5	Déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 11	Déroge à l'article	46.3.1 du CCAG
AE 3.1	Déroge aux articles	19.1.1 et 28.1 du CCAG

B. Normes françaises homologuées

C. Autres normes